

Communauté
de Communes



Territoire de
Beaurepaire

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Compte rendu de séance

LUNDI 22 JUIN 2015 A **20H00**

*Salle des fêtes–
Commune de Cour et Buis*

ORDRE DU JOUR

I- CULTURE - PATRIMOINE	3
1. Médiathèque tête de réseau : validation de l'APD et du plan de financement	3
2. Médiathèque tête de réseau : validation du projet scientifique et culturel	7
3. Demande de subvention pour « Les actions spectacles vivants » dans le cadre de la convention d'éducation aux arts et à la culture	8
II- FINANCES	9
4. Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)	9
5. DM n° 1 – budget général	10
6. DM n°1 – budget annexe de la redevance incitative	10
7. Budget annexe de la redevance incitative – reprise d'une partie de l'excédent d'investissement en section de fonctionnement	11
III- ACTIVITES ECONOMIQUES	12
8. TRIDAN / Avenant n°5 à la convention constitutive de l'entente intercommunale relatif au lancement d'une mission sur la coopération économique industrielle	12
9. Za des Blâches – acquisitions foncières (Consorts Bontempi – Carminati – Martin – Lorentz).....	12
IV- BATIMENTS	13
10. Travaux d'extension gendarmerie – choix des entreprises adjudicataires des travaux.....	13
V- TOURISME	14
11. SPL Tourisme Mandrin Chambaran	14
VI- PETITE ENFANCE ENFANCE ET JEUNESSE	16
12. Fusion des deux Relais d'Assistants Maternels	16
VII- ADMINISTRATION GENERALE	16
13. Création et suppression de poste suite à avancement de grade	16
14. Tableau des emplois.....	17
15. Désaffiliation de Grenoble Alpes Métropole au CDG 38.....	19
VIII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	22
IX- QUESTIONS DIVERSES	22

CONSEIL COMMUNAUTAIRE – LUNDI 22 JUIN 2015

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Chantal ROMANO			X		
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE			X		
Mme Michèle TARNAUD		X			
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
M. Jean Claude SCHMIT		X			
Mme Annie MONNERY			X		
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT			X		
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X			
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme Nadège CHANAUX		X			
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU	X			
M. Denis MERLIN		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X			
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE	X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY		X			
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS	X			

M. Jacques GARNIER souhaite la bienvenue et laisse la parole à M. NUCCI, Président, qui donne lecture du compte-rendu de la séance du 26 mai 2015.

Ce dernier n'appelant aucune remarque est adopté à l'unanimité.

La séance peut débuter.

I- CULTURE - PATRIMOINE

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

1. Médiathèque tête de réseau : validation de l'APD et du plan de financement

Vu la délibération du 23 juin 2014 relative à l'engagement de principe pour continuer les investigations pour l'élaboration de ce projet, et notamment la création d'un comité de pilotage,
Vu la séance exceptionnelle du 23 octobre 2014 laquelle a permis à chaque conseiller communautaire de parfaire son information sur l'avant programme et la faisabilité architecturale, technique, économique en fonctionnement et en investissement (cette faisabilité pourra faire apparaître plusieurs options) de cet équipement, et de préparer le débat,

Vu la délibération du 27 octobre 2014 relative à la validation de la première phase du projet de médiathèque et a autorisé le lancement de la procédure de sélection de l'architecte par voie de concours de maîtrise d'œuvre restreint conformément aux articles 70 et 74 du code des marchés publics.

Vu la délibération du 12 mars 2015 relative au choix de la maîtrise d'œuvre,

Vu l'intervention du cabinet VURPAS – ARCHITECTE pour présenter les plans en conseil communautaire du 26 mai 2015

Considérant le projet d'avant-projet détaillé rédigé par le maître d'œuvre Pierre VURPAS,

Considérant le projet de permis de construire rédigé par le maître d'œuvre Pierre VURPAS,

Le détail du coût de l'opération « Médiathèque Tête de Réseau » est le suivant :

COUT TRAVAUX

NATURE DES DEPENSES	Rappel vote PROGRAMME	ESTIMATION APD	
		Médiathèque	Cinéma
FONCIER	0 €	0 €	0 €
TRAVAUX dont			
Médiathèque	2 933 962 €		
Cinéma	301 887 €		
Désamiantage des locaux – démolitions			87 000 €
Lot Préparations - terrassement		40 200 €	
Lot gros œuvre – chape béton		840 200 €	98 200 €
Lot charpente bois – couverture cuivre		385 900 €	
Lot Etanchéité		35 400 €	
Lot menuiseries extérieures		207 500 €	11 800 €
Lot métallerie		88 500 €	35 000 €
Lot menuiseries intérieures		236 200 €	51 200 €
Lot Plâtrerie – peinture – faux plafonds		213 100 €	55 000 €
Lot revêtement de sols souples – carrelage		44 200 €	8 700 €
Lot ascenseurs		55 000 €	
Lot électricité CF et cf		280 000 €	25 000 €
Lot chauffage – ventilation – plomberie		488 000 €	58 000 €
Lot aménagements des abords		69 900 €	
Total Travaux	3 235 849 €	2 984 100 €	429 900 €
		87% de l'opération	13% de l'opération
		3 414 000 €	

COUT ETUDES

NATURE DES DEPENSES	Rappel vote PROGRAMME		ESTIMATIF APD	
	Médiathèque	Cinéma	Médiathèque	Cinéma
CONCOURS ARCHITECTE	52 500 €		32 000 €	
INGENIERIE				
MAITRISE D'ŒUVRE (taux 14,274%)	381 415 €	54 518 €	425 950 €	61 364 €
MISSION SSI	20 538 €			
SPS (réparti entre médiathèque et cinéma au prorata opération)	23 472 €		20 421 €	3 051 €
CONTROLE TECHNIQUE (réparti entre médiathèque et cinéma au prorata opération)	35 208 €		11 832 €	1 768 €
DIAGNOSTIC AMIANTE cinéma				4 808 €
ETUDES GEOTECHNIQUES (réparti entre médiathèque et cinéma au prorata opération)			24 656 €	3 684 €
GEOMETRE (réparti entre médiathèque et cinéma au prorata opération)			3 080 €	460 €
OPC (réparti entre médiathèque et cinéma au prorata opération)	58 679 €		35 670 €	5 330 €
Etude informatique médiathèque	25 000 €		12 500 €	
Assurance dommages ouvrage (réparti entre médiathèque et cinéma au prorata opération)	23 472 €		20 421 €	3 051 €
TOTAL études	567 784 €	54 518 €	586 529 €	83 517 €
	674 802 €		670 046 €	

COUT TOTAL (travaux + études+ équipements)

NATURE DES DEPENSES	Rappel vote PROGRAMME		ESTIMATIF APD	
	Médiathèque	Cinéma	Médiathèque	Cinéma
COUT HT BATIMENT et ETUDES	3 554 246 €	356 405 €	3 570 629 €	513 417 €
	3 910 651 €		4 084 046 €	
EQUIPEMENTS	496 470 €		446 070 €	20 000 €
COUT HT OPERATION	4 050 716 €	356 405 €	4 016 699 €	533 417 €
	4 407 121 €		4 550 116 €	
Imprévus	323 396 €		156 949 €	23 452 €
			180 401 €	
TOTAL COUT HT	4 730 517 €		4 730 517 €	
TOTAL COUT TTC	5 676 620 €		5 676 620 €	
aménagement parcelle 365 - en option			52 000 €	

Le plan de financement proposé est le suivant :

Aides sollicitées en 2015:

FINANCEURS	Rappel vote PROGRAMME		ESTIMATIF APD	
	Médiathèque	Cinéma	Médiathèque	Cinéma
ETAT (DGD - DRAC) sur construction et études	1 326 151 €		1 785 315 €	
DETR sur travaux et équipement cinéma				106 683 €
Département de l'Isère - Lecture publique sur construction	765 937 €		599 847 €	
Département de l'Isère - Dotation territoriale sur travaux cinéma				150 000 €
CNC sur travaux et équipement cinéma		142 562 €		
dont fonds de soutien (SFEIC)				79 222 €
dont aide sélective à la création et à la modernisation de salles en zone insuffisamment équipée				90 927 €
Région Rhône-Alpes CDDRA sur construction médiathèque	344 922 €		389 149 €	
ADEME (chaufferie PAC)			30 000 €	
TOTAL AIDES DEMANDEES EN 2015	2 437 010 €	142 562 €	2 804 310 €	426 832 €
taux d'aide			0,79	0,80

Aides à solliciter en 2016-2017:

FINANCEURS	Rappel vote PROGRAMME		ESTIMATIF APD	
	Médiathèque	Cinéma	Médiathèque	Cinéma
ETAT (DGD - DRAC) sur mobilier	62 814 €		67 521 €	
Département de l'Isère - Lecture publique sur mobilier	123 750 €		112 535 €	
ETAT (DGD - DRAC) sur informatique	45 480 €		82 400 €	
Département de l'Isère - Lecture publique sur informatique	84 000 €		84 000 €	
Département de l'Isère - Lecture publique sur véhicule réseau	7 500 €		7 500 €	
TOTAL AIDES DEMANDEES EN 2016-2017	323 544 €		353 956 €	
taux d'aide			0,79	

	Rappel vote PROGRAMME		ESTIMATIF APD	
	Médiathèque	Cinéma	Médiathèque	Cinéma
RAPPEL COUT TOTAL HT YC IMPREVUS	4 374 112 €	356 405 €	4 173 648 €	556 869 €
	4 730 517 €		4 730 517 €	
TOTAL SUBVENTIONS 2015 ET A VENIR	2 760 554 €	142 562 €	3 158 266 €	426 832 €
RESTE A CHARGE DE LA CCTB	1 613 558 €	213 843 €	1 015 381 €	130 037 €
	1 827 401 €		1 145 418 €	

TOTAL AIDES	3 585 099 €
EMPRUNT	1 196 829 €
FCTVA (15,761%)	894 692 €
TOTAL GENERAL TTC	5 676 620 €

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à la majorité :

Valide l'avant-projet détaillé arrêtant le montant définitif du coût prévisionnel des travaux à 3 414 000 € HT et portant le coût de l'opération à 4 730 517 € HT,

Valide le plan de financement tel que présenté,

Autorise le Président à solliciter les subventions correspondantes,

Fixe, conformément à l'article 8 du CCAP du marché de maîtrise d'œuvre la rémunération de l'architecte pour la construction de la médiathèque tête de réseau et la mise en accessibilité du cinéma à 487 314 € HT,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Autorise le Président à signer la demande de permis de construire, portant sur une surface utile de 1 179 m² et une surface plancher de 1 226m²,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

2. Médiathèque tête de réseau : validation du projet scientifique et culturel

Consciente du déficit observé sur son territoire dans le domaine de la Lecture Publique et du rôle à jouer auprès de sa population, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire s'est engagée dans la réalisation d'une médiathèque Tête de réseau intercommunale par délibération du 23 juin 2014. Cette médiathèque prendra place en mitoyenneté du cinéma existant à Beaurepaire, permettant ainsi de créer un véritable pôle culturel ouvert à tous les habitants de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

L'ambition de la collectivité s'exprime par une volonté de répondre à sa population en réalisant un équipement intercommunal performant, véritable lieu de séjour au quotidien, proposant un grand confort d'accès aux ressources et à leurs conditions de consultation.

Le projet de service mise sur la qualité d'accueil de tous les publics.

Outil privilégié d'éducation artistique et culturelle, la médiathèque proposera, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie, des parcours de découverte des arts visuels et numériques, de la musique et du patrimoine.

Le document présenté en annexe, permet d'établir un état des lieux de la médiathèque et présente les perspectives de fonctionnement du service.

Il est le fruit de réflexions partagées avec les acteurs locaux du projet, ainsi que les partenaires techniques et financiers. Les personnels des bibliothèques existantes, ainsi que les responsables des centres sociaux, de l'école de musique, du cinéma, des compagnies artistiques ont été rencontrés pour partager sur les perspectives de travail collaboratif. Une étude de définition des services informatiques et numériques a été menée en avril/mai, doublée de l'analyse comparative de l'expérience d'autres médiathèques en Isère et dans le reste de la France.

Il s'agit donc de placer le Projet Scientifique et Culturel, éducatif et social (PSCES) au cœur du fonctionnement du pôle culturel, d'assurer la structuration et l'harmonisation de la médiathèque avec les bibliothèques de réseau et le cinéma et de rationaliser les fonctions transversales en mutualisant les services communs. S'appuyant sur le travail de fonds susmentionné, le PSCES synthétise les orientations scientifiques et culturelles, éducatives et sociales tout en proposant de grands axes de travail.

Le projet scientifique et culturel, éducatif et social sera envoyé officiellement à la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour validation.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à la majorité :

Valide le Projet Scientifique, Culture, Educatif et Social tel que ci-annexé,
Valide le budget prévisionnel de fonctionnement tel que présenté dans ce Projet,
Autorise le Président à transmettre le document aux partenaires et notamment au Ministère de la Culture (DRAC),
Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

3. Demande de subvention pour « Les actions spectacles vivants » dans le cadre de la convention d'éducation aux arts et à la culture

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire s'est associée avec la Communauté de Communes de Bièvre-Est et Bièvre Isère Communauté pour réfléchir à des actions cohérentes sur le territoire de Bièvre Valloire dans le cadre du développement des actions d'éducation aux arts et à la culture dirigées par la DRAC, le Conseil général, la Région, la Caisse d'allocations familiales et la Direction départementale de la cohésion sociale.

Ainsi, par délibération du 27 octobre 2014, l'assemblée délibérante a validé le projet de convention de développement de l'éducation aux arts et à la culture.

Cette convention doit ainsi intervenir entre les acteurs concernés afin de construire un projet de parcours d'éducation artistique et culturelle, coordonné et concerté. Cette convention fixe entre autre les objectifs généraux, le projet de territoire, la gouvernance, la programmation financière des actions etc ...

Afin de permettre la résidence artistique de la Compagnie Carcaras associée à la Compagnie L'autre main, qui se déroulera sur tout le territoire de Bièvre Valloire, il est proposé de solliciter le département pour l'attribution d'une aide financière à hauteur de 14 000 € dans le cadre « Actions des spectacles vivants ».

Le projet proposé se déroulera de septembre 2015 à août 2017.

Pour mener ce projet à bien, plusieurs partenaires seront mobilisés au sein de chaque communauté de communes : centres sociaux, écoles de musique, écoles primaires, collèges... Des animateurs sociaux accompagneront le projet.

Budget prévisionnel

DEPENSES sur deux années	
NATURE DE LA DEPENSE	MONTANT
Festival Enfant-Phare 2015 - annonce de la résidence	16500
Rémunération des artistes (2) rencontres (2 fois 2h30) autour des berceuses yc transport x 6 groupes	5500
Qui berce qui (2) yc déplacement	3300
Représentation de Qui berce qui avec atelier	1100
Rémunération des artistes (2) LVH (24h) yc transport x 6 groupes	21120
6 rencontres-lectures de et/ou par les auteurs	2400
création en partage pour une journée de la LVH	2000
Rémunération des artistes (3) musique danse théâtre yc déplacement (2h x 9mois) x 3 groupes	13230
création artistique et représentations (2) du Bals:son	4500

animateurs sociaux accompagnant les publics (berceuses et bals:son)	3570
transports des publics (6 déplacements)	1500
Communication	5000

TOTAL 79720

RECETTES sur deux années	
ORIGINE DE LA RECETTE	MONTANT
DRAC Rhône-Alpes 2015	20000
Conseil départemental de l'Isère - crédits résidences 2015	14000
DRAC Rhône-Alpes 2016	15000
Région RA (FIACRE) 2016	9153
Billetterie et Fonds propres Carcara - Enfant-Phare 2015	8000
Participation Conseil départemental de l'Isère - Enfant-Phare 2015	4000
Participation CCTB Enfant-Phare 2015	2497
Participation des communes – Enfant-Phare 2015	2000
Participation CCBE et CCBI (animateurs sociaux)	2380
Participation CCTB (animateurs sociaux)	1190

‡ Participation CCTB (transports) 15001

79720

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Autorise le Président à solliciter le Département pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la convention de développement de l'éducation aux arts et à la culture, pour une résidence artistique de la Compagnie Carcaras associée à la Compagnie l'Autre main (projet annexé),

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

II- FINANCES

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

4. Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.233631 à L.2336-5,

Considérant qu'il y a lieu de définir les critères de répartition des contributions entre les communes et l'établissement de coopération intercommunale en application de l'article L.2336-3 du Code général des collectivités territoriales,

Il est décidé que la contribution au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales est intégralement supportée par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire : répartition « dérogatoire libre »

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Approuve le choix pour une répartition « dérogatoire libre » : la contribution au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales est intégralement reversée au profit de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

5. DM n° 1 – budget général

Vu la délibération du 23 février 2015 relative au vote du budget général primitif 2015,
Considérant le nécessaire réajustement des dépenses et des recettes au plus près de la réalité,

INVESTISSEMENT

Article		Dépenses	Recettes
Voirie Intercommunale			
458104	Opération sous-mandat Commune Pommier	4 500 €	
458204	Opération sous-mandat Commune Pommier		4 500,00 €
458105	Opération sous-mandat Commune Pisieu	5 000 €	
458205	Opération sous-mandat Commune Pisieu		5 000,00 €
Ecole de Montseveroux	Opération sous-mandat		
458103		1 800 000 €	
458203			1 800 000,00 €
Gymnase Monsteroux Milieu			
458106	Opération sous-mandat	305 400 €	
458206	Opération sous-mandat		305 400 €
Total		2 114 900 €	2 114 900 €

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Approuve les décisions modificatives n°1 au budget général primitif telles que décrites ci-dessus,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

6. DM n°1 – budget annexe de la redevance incitative

Vu la délibération du 23 février 2015 relative au vote du budget annexe primitif 2015 relatif à la redevance incitative,
Considérant le nécessaire réajustement des dépenses et des recettes au plus près de la réalité,

Sur proposition de la commission des finances, il est proposé les décisions modificatives suivantes :

FONCTIONNEMENT

Article		Dépenses	Recettes
---------	--	----------	----------

FONCTIONNEMENT			
812-673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 000 €	
812-6231	Annonces et insertions	3 000 €	
812-62180	Personnel extérieur "ambassadeur du tri"	- 3 000 €	
812-74741	Part communes Monsteroux-Milieu et Cour et Buis		1 000 €
Total		1 000 €	1 000 €

INVESTISSEMENT

Article		Dépenses	Recettes
INVESTISSEMENT			
812-2188	Acquisition bacs	5 000 €	
812-2315	Travaux	- 5 000 €	
Total		-	-

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Approuve les décisions modificatives n°1 au budget annexe de la redevance incitative telles que décrites ci-dessus,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

7. Budget annexe de la redevance incitative – reprise d'une partie de l'excédent d'investissement en section de fonctionnement

Depuis la création en 2011 du budget annexe du service de collecte et de traitement des déchets ménagers financé par la redevance incitative, la section d'investissement présente un excédent.

Le tableau ci-dessous présente ces excédents :

2011	2012	2013	2014
84 000	124 000	163 000	212 000

A contrario, la section de fonctionnement présente un déficit de fonctionnement de 272 000 €, en dépit depuis 2014 et pour une période ne pouvant excéder trois ans, d'un financement exceptionnel de 300 000 € du budget principal. L'équilibre budgétaire du service ne pourra être atteint en 2017 qu'à condition de poursuivre l'optimisation des dépenses et recettes de fonctionnement et en envisageant une hausse progressive de la redevance incitative.

Afin de limiter cette hausse de la redevance, il est proposé à titre très exceptionnel de reprendre une partie de l'excédent d'investissement, soit 150 000 € sur les 212 000 € constaté au compte administratif 2014 et de le porter en section de fonctionnement compte 7785.

En effet, à ce jour, aucun gros investissement n'est à prévoir pour garantir la pérennité du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et le programme d'amortissement prévu jusqu'à fin 2020 permettra de reconstituer une capacité d'investissement d'un montant de 218 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Autorise le Président à solliciter les services de l'Etat pour pouvoir à titre exceptionnel et dans le cadre d'une demande de dérogation, de reprendre une partie de l'excédent d'investissement du budget annexe de la redevance incitative et de le porter en section de fonctionnement du même budget annexe.

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

III- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

8. TRIDAN / Avenant n°5 à la convention constitutive de l'entente intercommunale relatif au lancement d'une mission sur la coopération économique industrielle

Vu l'article L1414-1 du code Général des collectivités territoriales,

Vu le projet d'avenant n°5 à la convention constitutive de l'Entente TRIDAN ci-annexé,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

Accepte de confier la maîtrise d'ouvrage à Annonay Agglomération de cette mission de définition et de promotion de la stratégie de coopération économique industrielle à l'échelle de Rhône Médian telle que décrite dans l'avenant,

Approuve le projet d'avenant n°5 à la convention d'entente intercommunale ci-annexé,

Autorise le président d'Annonay Agglomération à solliciter une subvention auprès de la Région Rhône-Alpes à hauteur de 50% du coût de l'étude dans le cadre du Grand Projet Rhône-Alpes Rhône Médian.

Autorise le Président à signer toutes pièces afférentes à cette décision

9. Za des Blâches – acquisitions foncières (Consorts Bontempi – Carminati – Martin – Lorentz)

Par délibération du 23 avril 2012, le Conseil communautaire a approuvé l'agrandissement de la zone d'activité des Blâches à Jarcieu.

Cinq propriétaires de terrains étaient concernés par cette extension.

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil communautaire avait fixé la valeur de ces terrains, soit :

- zone UI : 5 € le m²
- zone NC : 0,35 € le m²
- zone NCI : 030 € le m²

Les propriétaires ayant fait part de leur accord pour vendre leurs terrains selon la proposition visée ci-dessus, les actes correspondants ont été signés pour :

- « Villard » : ZE 98 – 37 125 € (7 425 m²)
- « Vacher » : ZE 99 divisée en ZE 249 et ZE 250 – 23 762 € (5 010 m²)

- « Hours » : ZE 97 – 52 405 € (14 855 m²)
- « Michel » : ZE 96 – 10 480 € (2 096 m²)

Afin de pouvoir acquérir les parcelles cadastrées ZE 130 et ZE 92 appartenant aux consorts Martin, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a procédé à une nouvelle offre d'achat, répondant ainsi aux attentes des propriétaires, tout en restant dans les tarifs encadrés du foncier agricole, à savoir :

<i>Surface</i>						<i>Coûts acquisitions</i>			
<i>Parcelle</i>	<i>Propriétaire</i>	<i>UI</i>	<i>NC</i>	<i>NCI</i>	<i>Total m²</i>	<i>UI 5,52 € le m²</i>	<i>NC 0,35 € le m²</i>	<i>NCI 0,30 € le m²</i>	<i>Total</i>
ZE 130	Mme LORENTZ	5 400			5 400	29 808			29 808
ZE 92	Mme LORENTZ		7 869	7 947	15 816		2 754,15	2 384,10	5 138,25

Il est donc proposé de délibérer afin de permettre l'acquisition des parcelles susvisées aux tarifs de 5,52 €/m² pour la zone UI, 035 €/m² pour la zone NC et 0,30€/m² pour la zone NCI

La délibération du 23 juillet 2012 relative aux tarifs d'acquisition des parcelles de la ZA des Blâches est modifiée par les dispositions de la présente délibération.

Les délibérations 29 juillet 2103 et du 23 juin 2014 sont abrogées et remplacées par la présente.

Après cette présentation du projet, le Président donne la parole à la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Approuve l'acquisition des parcelles de terrain susvisées sur la commune de Jarcieu,

Approuve les prix de vente convenus tels que décrits ci-dessus, soit pour un total de 34 946,25 €, hors frais de notaire,

Charge l'office notarial de Maître Queyreron-Grattier et Deschamps de la rédaction des actes notariés afférents,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

IV- BATIMENTS

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

10. Travaux d'extension gendarmerie – choix des entreprises adjudicataires des travaux

Vu la délibération du 25 juin 2012 relative à l'approbation et la constitution du dossier administratif du projet d'extension de la gendarmerie,

Vu la délibération du 26 mai 2014 relative au choix du maître d'œuvre,

Vu la délibération en date du 22 septembre 2014 relative à la validation du dossier de permis de construire portant sur les travaux d'extension de la caserne de gendarmerie de Beaurepaire pour deux logements et des locaux administratifs additionnels,

Vu la délibération en date du 24 novembre 2014 relative à l'approbation de l'APD et du plan de financement et à l'autorisation donnée au Président de lancer l'appel d'offres relatif aux marchés de travaux,

Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du 5 juin 2015,

Considérant qu'au terme de l'analyse des offres effectuée par le maître d'œuvre – Cabinet Bruno QUEMIN – et en accord avec la commission d'appel d'offres de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, le choix des entreprises adjudicataires des travaux est le suivant :

Lot	Entreprise adjudicataire	Montant HT
1 – Terrassements Plateforme BRD Clôtures Espaces verts	GMTP	66 711,50 €
2 – Gros oeuvre	Glandut	124 618,18 €
3 – Façades	NTB	17 370,50 €
4 – Charpente Couverture Zinguerie	Charpentiers de Sonnay	59 263,54 €
5 – Etanchéité	Noir Etanchéité	8 302,75 € (offre de base)
6 – Menuiseries extérieures PVC et fermetures	Proponnet	7 261,80 €
7 – Menuiseries aluminium Fermetures	Plastalver	25 000 €
8 – Plâtrerie Peinture Faux Plafonds Isolation	DIC SAS	63 919,79 €
9 – Menuiseries intérieures	Proponnet	22 878,80 €
10 – Carrelage faïences	Carrot JLC	23 883,34 €
11 – Electricité courants forts courants faibles	Poipy	61 530 €
12 – Plomberie sanitaires, Chauffage, VMC	Hauterives chauffage	45 352 €
13 – Serrurerie Métallerie, Portails, Portes de garages	Trillat	25 954 €
Total travaux		552 046,20 € HT

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Approuve le choix des entreprises adjudicataires des travaux tels que décrits ci-dessus,

Approuve le plan de financement tel que décrit ci-dessus,

Autorise le Président à signer les marchés de travaux et tout document relatif à ce dossier,

Autorise le Président à solliciter tout financeurs,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

V- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

11. SPL Tourisme Mandrin Chambaran

Vu la délibération en date du 17 décembre 2012 relative à l'adhésion à la SPL Office du tourisme Mandrin Chambaran,

Vu la délibération du 14 avril 2014 relative à la désignation de représentant au conseil d'administration de la SPL Office du tourisme,

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le conseil communautaire a approuvé l'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à la SPL Mandrin Chambaran et ce, dans le but de permettre l'augmentation de l'attractivité du territoire au travers de l'atout majeur que représente l'offre culturelle et artistique.

Cette société publique locale exerce des missions générales d'accueil, d'information des clientèles touristiques et locales, de promotion touristique de la destination Bièvre Isère et du Territoire de Beaurepaire, la coordination et l'animation des réseaux touristiques, l'observation et la veille touristique et ce, en cohérence avec les services départementaux et régionaux du tourisme.

Elle exerce également des missions telles que

- l'aide aux groupements de commerçants, hôtels, compagnies de transports et généralement toutes les industries qui vivent du tourisme,
- l'aide aux initiatives privées, aux associations, comités d'expositions, de cérémonies, réceptions, conformes et nécessaires à la réalisation de leur objet dans le cadre d'un soutien technique etc ...

Afin de permettre de définir l'objet, le montant et les conditions d'utilisation des subventions allouées par Bièvre Isère Communauté et par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour remplir ces missions, il est nécessaire de signer une convention.

Cette dernière servira également de cadre aux engagements réciproques des parties pour la réalisation au cours de l'année 2015 du programme défini et développé par la SPLTOTMC pour assurer la mise en œuvre des missions d'intérêt général.

Parallèlement, les communautés de Bièvre Chambaran et Bièvre Liers ont fusionné le 1^{er} janvier 2014 sous l'entité « Bièvre Isère Communauté ».

L'Office du Tourisme de la Côte St André a conservé le statut de régie au cours de l'année 2014, année de transition pour la mutualisation des moyens et des compétences.

Au 1^{er} janvier 2015, Bièvre Isère Communauté, actionnaire à 50% du capital de la société a souhaité que l'office de tourisme en régie rejoigne la SPL.

Aujourd'hui, au regard des disparités entre les territoires des deux collectivités actionnaires, que ce soit en terme d'habitants et de bureaux d'informations touristiques, une nouvelle clef de répartition du financement de la SPL est à prévoir entre les actionnaires.

Il semble logique que Bièvre Isère Communauté devienne un financeur majoritaire si l'on prend en compte les caractéristiques de ce Territoire : 50 000 habitants et 3 bureaux d'informations touristiques : Le Territoire de Beaurepaire : 17 000 habitants et un bureau d'information.

Cette nouvelle répartition de la participation financière sera obligatoirement accompagnée d'une modification de la répartition des capitaux et du nombre de représentants au Conseil d'Administration.

Le Président de la SPL a donc proposé aux administrateurs le principe suivant à faire adopter aux collectivités actionnaires respectives :

- ¾ des capitaux détenus par Bièvre Isère Communauté
- ¼ des capitaux détenus par la CCTB
- Modification de la participation financière : même rapport
- Modification de la répartition des sièges au Conseil d'Administration
 - 12 sièges détenus par Bièvre Isère Communauté
 - 4 sièges détenus par la CCTB.

Le Président présente les candidatures et demande s'il n'y pas d'autre candidature

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

Approuve la nouvelle répartition des capitaux détenus pas la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à savoir ¼ du capital de la SPL,

Approuve la nouvelle clé de répartition du financement de la SPL, telle que décrite ci-dessus, **Accorde** à la SPL office du tourisme Mandrin Chambaran une subvention d'un montant de 76 667 € pour l'année 2015,

Dit que la délibération du 14 avril 2014 n°2014/038 est abrogée et remplacée par la présente,

Désigne les administrateurs de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire tels que proposés ci-dessous au conseil d'administration de la SPL et de les autoriser à accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée dans la SPL (présidence, vice-présidence, membre titulaire ou suppléant, commission d'appel d'offres ...),

Délégués Nom-Prénom
BOUVIER Mireille
POIPY Lionel

PAQUE Yannick
CHANAUX Nadège

Approuve la convention ci-annexée,
Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

VI- PETITE ENFANCE ENFANCE ET JEUNESSE

12. Fusion des deux Relais d'Assistants Maternels

Dans le cadre du renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse avec la CAF Isère, nous avons la possibilité de fusionner les deux Relais d'Assistants Maternels.

Cela n'a aucune conséquence sur le fonctionnement actuel du Relais d'Assistants Maternels seulement comme il a évolué au fil du temps la CAF avait créé deux fiches donc deux entités ce qui était complètement transparent sur le terrain.

Ainsi, il est demandé au conseil communautaire de valider ce regroupement permettant une meilleure cohérence des actions du Relais d'Assistants Maternels.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Valide le regroupement des deux relais d'assistants maternels tel que proposé par la CAF,
Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

VII- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

13. Création et suppression de poste suite à avancement de grade

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 34,
Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 24 septembre 2007 déterminant les taux de promotion pour les avancements de grade,

Considérant les états de service des deux agents concernés et de leur éligibilité au titre de l'avancement de grade, il convient de créer les emplois correspondants.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire, conformément aux dispositions fixées par l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 :

De créer les emplois suivants :

- un poste d'attaché principal à temps complet à compter du 1^{er} juillet 2015,
- un poste d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe à temps complet, à compter du 1^{er} juillet 2015.

De supprimer les emplois suivants :

- un poste d'attaché à temps complet n°2014-086 créée par délibération du 28 juillet 2014,
- un poste d'adjoint administratif 1^{ère} classe n°2010-5 créée par délibération en date du 25 janvier 2010

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité :

Adopte la proposition du Président telle que susvisée,

Crée les postes d'attaché principal et d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à temps complet à compter du 1^{er} juillet 2015,

Supprime les postes d'attaché et d'adjoint administratif 1^{ère} classe, à temps complet à compter du 1^{er} juillet 2015,

Modifie en conséquence le tableau des emplois,

Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

14. Tableau des emplois

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Il est proposé au Conseil communautaire :

D'adopter le tableau des emplois suivant

Emplois permanents	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectif pourvus	Dont temps non complet	Fondement (emploi pourvu par agent non titulaire)
ADMINISTRATIF					
DGS – attaché principal	A	1	1		
Rédacteur	B	2	2		
Adjoint administratif Principal 2 ^{ème} classe	C	1	1		
Adjoint administratif 2 ^{ème} classe	C	1	1	31 heures	
<i>Equivalent temps plein</i>		<i>4,89</i>	<i>4,89</i>		
INFORMATIQUE					
Technicien principal 1 ^{ère} classe	B	1	1		
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	C	1	1		

<i>Equivalent temps plein</i>		2	2		
TECHNIQUE					
Technicien	B	1	1		Art 3-3-1° loi 26/01/84
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	1	1		Art. 3-1° loi 26/01/84
<i>Equivalent temps plein</i>		2	2		
ENTRETIEN					
Adjoint technique 1 ^{ère} classe	C	1	1	6 heures	
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	1 1 1	1 1 1	6 heures 2 heures 30 5 heures	Art. 3-2° loi 26/01/84 Art. 3-2° loi 26/01/84
<i>Equivalent temps plein</i>		0,56	0,56		
ENVIRONNEMENT					
Agent de maîtrise principal	C	1	1		
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	C	1	1		
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	1 1	1 1	25 heures 26 heures	
Agent administratif 2 ^{ème} classe	C	1	1		
<i>Equivalent temps plein</i>		4,46	4,46		
GYMNASE – REDEVANCE INCITATIVE – SERVICE TECHNIQUE					
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	1	1		
<i>Equivalent temps plein</i>		1	1		
CAMPING – PISCINE – DEFENSE INCENDIE					
Adjoint technique 1 ^{ère} classe	C	1	1		
<i>Equivalent temps plein</i>		1	1		
ENFANCE – JEUNESSE					
Rédacteur	B	1	1		Art. 3-3.4° loi 26/01/84
<i>Equivalent temps plein</i>		1	1		
HABITAT – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE					
Attaché	A	1	1		
<i>Equivalent temps plein</i>		1	1		

ECOLE MATERNELLES					
ATSEM principal 1 ^{ère} classe	C	3	3	33 heures 27 heures 27 heures	
ATSEM Principal 2 ^{ème} classe	C	1	1	33 heures	

Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	C	1	1	33 heures	
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	2	2	33 heures 24 heures 30	
Equivalent temps plein		6,01	6,01		
POLE CULTUREL					
Bibliothécaire	A	1	1		CDI
Equivalent temps plein		1	1		
ECOLE DE MUSIQUE					
Professeur d'enseignement artistique hors classe	A	1	1	8 heures	
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	1	1		
Assistant d'enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe	B	2 7	2 7	12 heures 45 11 heures 30 11 heures 9 heures 9 heures 8 heures 5 heures	Art. 3-2° loi 26/01/84
Assistant d'enseignement artistique principal 2 ^{ème} classe	B	2	2	12 heures 10 heures	
Assistant d'enseignement artistique	B	2	2	5 heures 30 4 heures	
Equivalent temps plein		8,39	8,39		
TOTAL AGENTS CCTB : 45			Equivalent temps plein : 32,31		

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Décide d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet au 1^{er} juillet 2015,
Dit que Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération,

15. Désaffiliation de Grenoble Alpes Métropole au CDG 38

Le CDG38 est un établissement public administratif, dirigé par des élus des collectivités, au service de tous les employeurs territoriaux de l'Isère. Fondé sur un principe coopératif de solidarité et mutualisation des moyens, il promeut une application uniforme du statut de la fonction publique territoriale, pour plus de 15 000 agents exerçant auprès de plus de 770 employeurs isérois et anime le dialogue social à l'échelle départementale.

Le CDG 38 accompagne les élus, au quotidien, dans leurs responsabilités d'employeurs dans les domaines suivants :

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 22 juin 2015/Relevés de conclusion

- Conseil statutaire (sur l'application du statut de la fonction publique territoriale)
- Organisation des trois CAP départementales, compétences pour émettre un avis sur la carrière, les avancements, la promotion interne
- Secrétariat du comité technique départemental
- Secrétariat du conseil de discipline
- Conseil en gestion des ressources humaines (organisation, temps de travail, recrutement, rémunération)
- Emploi (publication des offres, reclassement, mobilité, missions temporaires)
- Santé et sécurité au travail (équipes pluridisciplinaires comprenant médecins, infirmières, assistants, préventeurs, psychologues du travail et assistantes sociales)
- Secrétariat des instances médicales (comité médical et commission de réforme)
- Assurance statutaire du risque employeur
- Accompagnement social de l'emploi (protection sociale complémentaire avec la garantie maintien de salaire et la complémentaire santé)

Les collectivités de moins de 350 agents sont affiliées obligatoirement au CDG38 ; les autres collectivités peuvent bénéficier de ces prestations si elles le souhaitent, dans le cadre d'une affiliation dite « volontaire ».

Par courrier du Président du DCG 38, le Conseil est informé de la demande de désaffiliation de la Métropole, à effet du 1^{er} janvier 2016.

En effet, les effectifs de l'établissement Grenoble Alpes Métropole ont progressivement augmenté ces dernières années, et représentent actuellement plus de 1 000 agents, avec les transferts de compétence et donc d'agents liés à sa transformation en Métropole le 1^{er} janvier 2015.

La volonté de désaffiliation de la Métropole s'inscrit dans un contexte d'évolution de cette intercommunalité, en application de la Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

La Métropole souhaite désormais se doter d'outils et de moyens pour mettre en place une politique de ressources humaines ambitieuse, pleine et cohérente, qui intègre toutes les dimensions liées à la vie professionnelle des agents : santé au travail, avancement, mobilités, prévention et discipline.

Pour le CDG38, cette désaffiliation appelle une mise en adéquation de ses ressources et de ses modalités d'intervention, principalement dans les domaines suivants : conseil statutaire et CAP d'une part, santé et sécurité au travail d'autre part.

La loi du 26 janvier 1985 précise dans son article 15 qu'il peut être fait opposition à cette demande, dans un délai de deux mois, par les deux tiers des collectivités et établissement déjà affiliés représentant au moins les $\frac{3}{4}$ des fonctionnaires concernés ou par les $\frac{3}{4}$ de ces collectivités et établissements représentant au moins les $\frac{2}{3}$ des fonctionnaires concernés.

Les membres du bureau exécutif du CDG38 ont échangé et font part de leur position, ci-dessous :

« La demande de désaffiliation de la Métro pose des questions de deux ordres.

Sur le plan pratique, le conseil d'administration défend l'idée d'une application unifiée du statut de la fonction publique territoriale dans l'Isère. Concrètement, le départ d'une collectivité importante (1100 agents) aboutira à accentuer les disparités de situations entre les agents de la Métropole et ceux des autres collectivités (avancement et discipline par exemple), et ne favorisera pas en outre la mobilité d'une collectivité à l'autre.

Par ailleurs, nous considérons que le CDG est un lieu de mutualisation permettant de développer des actions au profit des collectivités et notamment de celles qui, par leur taille, ne disposent pas d'un service du personnel étoffé.

Sur le plan financier, cette désaffiliation induit une perte de recette annuelle de 258 k€, qui est significative.

Dès la préparation du BP pour 2015, nous avons anticipé cette situation mais en tenant compte des difficultés financières que rencontrent les collectivités : nous avons donc décidé de ne pas augmenter le taux de la cotisation obligatoire (1%).

En revanche, inévitablement, cette désaffiliation aura des conséquences sur la tarification des services proposés aux collectivités, voire sur la mise en place de nouvelles offres à leur profit.

Mais l'exécutif et les équipes du CDG38 seront attentifs, dans les prochaines années, à maintenir un niveau de satisfaction élevé (84 à 99% lors de notre enquête de 2013) afin qu'aucune autre collectivité importante de l'Isère n'engage sa désaffiliation.

Pour information, les 3 autres communautés d'agglomération du département sont affiliées: la CAPI, le Pays Voironnais et Vienne Agglo.

Ainsi que les 23 communautés de communes que compte l'Isère. »

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 15,

Vu le décret 85-643 du 26 juin 1985 et notamment son article 31,

Vu le courrier du 26 mai 2015 du Président du DCG38 sollicitant l'avis du conseil sur la désaffiliation de Grenoble Alpes Métropole au 1^{er} janvier 2016,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Désapprouve cette demande de désaffiliation,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

VIII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location

Présentation des décisions passées en mai 2015.

Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT		
Date	Objet	Montant HT
4 mai	DECI n°021-2015 Mission de contrôle technique – réalisation de la médiathèque intercommunal	13 570 € HT
4 mai	DECI n°023-2015 Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination – réalisation de la médiathèque intercommunale	41 282 € HT
4 mai	DECI n°028-2015 Fourniture de produits de traitement de la piscine intercommunale	5 815 € HT Société OCEDIS
12 mai	DECI n°029-2015 Travaux d'entretien des dépendances de la voirie intercommunale 2015 2016	15 565 € HT Entreprise GMTP
18 mai	DECI n°030-2015 Etude de faisabilité des travaux d'extension de la zone d'activités La Rivoire à Cour et Buis	3 120 € HT Cabinet D2I
Présentation des baux simples		
11 mai	DECI n°031-2015 Location gérance de l'Auberge de Pisieu	450 € / mois 6 mois gratuits

IX- QUESTIONS DIVERSES

La séance est clôturée par le verre de l'amitié.